

Atelier pour l'Afrique Subsaharienne
"FORMATION DE MASSE EN MILIEU RURAL, ÉLÉMENT DE RÉFLEXION POUR LA
DÉFINITION D'UNE POLITIQUE NATIONALE"

Ouagadougou, Burkina Faso
30 mai au 3 juin 2005

Elaboration de la stratégie nationale de formation agricole et rurale

Coulibaly Tiécoura
Responsable Volet Formation rurale –CPS-MA
République du MALI

Introduction.

La population du Mali est de 11.008.518 habitants avec une densité de 8,87 habitants/km² (2003). Avec un taux d'accroissement naturel de 2,9%, et une urbanisation galopante (5,7%), le Mali connaîtra une évolution démographique rapide au cours des 25 prochaines années. L'économie du pays reste dominée par le secteur agricole qui occupe 80% de la population active et absorbe environ 1/3 du budget de l'investissement public. C'est pourquoi, une des conditions de base pour imprimer des changements durables dans le secteur rural est la disponibilité de ressources humaines en quantité et en qualité.

1/ Objectifs.

L'objectif est l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de formation agricole et rurale avec la participation de l'ensemble des acteurs (producteurs ruraux, élus des organisations des producteurs, cadres techniques et administratifs, ressortissants de la société civile, partenaires au développement).

2/ La demande initiale.

Il est à signaler que, depuis le 1^{er} schéma directeur du secteur développement rural, il a été reconnu que la disponibilité de ressources humaines en quantité et en qualité constituait une des conditions de base pour imprimer des changements durables dans le secteur rural. Or, le constat général fait ressortir que ces ressources humaines se caractérisent par une faiblesse du niveau de scolarisation, une faiblesse du système de formation, le manque de qualification des producteurs et de leurs organisations.

Pour améliorer la situation, des tentatives d'élaboration d'une politique nationale de formation rurale ont été faites pendant la dernière décennie. Documents d'experts, ces tentatives sont restées sans lendemain car difficiles à mettre en œuvre.

Tirant les leçons de ces tentatives, le Ministère du développement rural a opté pour un autre mode d'élaboration de la politique de formation agricole et rurale. C'est ainsi que, dans le cadre du Programme d'Appui aux Services Agricoles et aux Organisations Paysannes (PASAOP), il a procédé à la mise en place d'un dispositif composé de nationaux représentatifs des principaux groupes d'acteurs concernés par cette question. Ce groupe a pour mission

d'élaborer la stratégie nationale de formation agricole en tenant compte de l'évolution démographique dans les 20 prochaines années.

3/ La politique ou le programme dans lequel il s'inscrit.

L'élaboration de la stratégie nationale de formation agricole et rurale se fait dans le cadre du PASAOP (Programme d'Appui aux Services Agricoles et aux Organisations Paysannes). Le PASAOP est un programme structuré en quatre composantes dont la Composante Appui à la rationalisation du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche. Cette composante comprend plusieurs volets dont le volet Formation Agricole qui a pour objectif principal, dans la phase I du PASAOP, "l'élaboration de la politique nationale de formation du secteur rural". Il s'agit d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie nationale et un programme opérationnel grâce à un processus participatif destiné à améliorer l'éducation /formation.

4/ L'analyse des éléments clefs du contexte général (économiques, démographiques, sociaux...).

Les orientations de la politique du développement rural et les réformes institutionnelles entreprises ont entraîné de profondes modifications au niveau des services techniques et des bénéficiaires de leurs services. Face aux nouvelles missions et fonctions issues de ces changements, les acteurs (l'Etat, les collectivités territoriales, les chambres d'agriculture, les organisations professionnelles agricoles, le secteur privé, les ONG, les partenaires au développement) ne sont pas suffisamment préparés pour satisfaire les nouveaux besoins.

5/ Les finalités du projet, les différents partenaires concernés.

Les finalités : La mise à la disposition des acteurs une stratégie nationale de formation agricole et rurale à l'horizon 2025 et suivant l'évolution démographique du Mali

Les différents partenaires concernés. Les partenaires impliqués dans le processus sont les producteurs, cadres et agents du conseil agricole, les cadres de l'administration au niveaux central, régional et local, les organisations des producteurs ruraux, les partenaires au développement

6/ La démarche de construction des besoins de formation

Les activités suivantes ont été menées :

- Réalisation d'une mission d'appui du consultant. Cette mission a été réalisée en 2002. Un rapport de mission intitulé " Rapport final de mission d'appui à la mise en place d'une stratégie de formation agricole", a été élaboré et partagé au niveau des cadres nationaux du MAEP et du PASAOP. Ce rapport a dressé le constat de base sur la formation agricole au Mali.
- Conduite d'études diagnostiques. Ces études ont été réalisées autour des points suivants : les dispositifs éducatifs, les cursus, finalités, titres et coûts des formations agricoles, le bilan de l'offre de formation, le bilan de la demande de formation agricole, le zonage agro écologique et la typologie des exploitations agricoles, l'insertion des jeunes dans la production agricole, les éléments de caractérisation du Mali et de son secteur agricole ;
- élaboration des rapports de missions. Ces rapports constituent en fait des synthèses des données par groupe de travail ;
- Elaboration du rapport synthèse du diagnostic terrain. Le rapport synthèse fait ressortir l'inadéquation offre/demandes de formation agricole.

- Elaboration du document de la SNFAR. A ce niveau, sept (7) objectifs généraux ont été définis pour faire face enjeux présents et futurs de la formation agricole et du développement rural dans un contexte démographique en évolution.

7/ L'organisation du projet.

7.1/ La structure.

Un comité de suivi et de la mise en œuvre de l'élaboration de la politique nationale de formation agricole a été créé 2002 par décision ministérielle ainsi qu'un Secrétariat Technique chargé d'élaborer les éléments des axes stratégiques de la politique de formation agricole, formuler la nouvelle politique de formation agricole, organiser l'atelier de validation de la politique de formation agricole.

7.2/ La programmation, elle est axée sur les points suivants.

- préparation des éléments pour le comité de pilotage,
- la tenue des sessions du comité de pilotage, étalées de façon séquentielle de 2002 à 2004. Les sessions du comité de pilotage sont tenues suivant un programme établi et sur convocation de son président.

7.3/ L'organisation de la participation des acteurs.

La constitution des groupes de travail Chaque groupe de travail était composé d'une équipe centrale et d'une équipe régionale. Les équipes régionales avaient, chacune en son sein, outre les cadres des départements techniques et administratifs, des ressortissants de la société civile et une personne ressource connaissant bien le domaine d'étude en question, désignée sous l'appellation de "personne sage".

L'organisation pour la conduite des enquêtes de terrain : Avant l'étape terrain, des lettres d'informations ont été adressées à tous les hauts commissaires des régions et du district de Bamako. Cette disposition a permis de faire une large information des différents intervenants dans la formation agricole. Au niveau central, des lettres d'informations ont également été envoyées à toutes les structures sollicitées pour l'animation des équipes centrales.

La recherche documentaire La recherche documentaire a été faite par les groupes de travail tant au niveau central qu'au niveau régional. Il faut souligner que le secrétariat technique a mis à la disposition des groupes de travail une importante documentation de base ainsi que des fournitures de bureau.

L'élaboration des outils de collecte et de dépouillement des données Chaque groupe de travail a élaboré des outils de collecte d'informations. Il faut souligner que certains groupes de travail ont été appuyés par le consultant qui a envoyé des outils d'enquêtes exploitables.

L'adoption des outils de collecte des données a été faite au niveau de chaque équipe centrale avec l'appui du secrétaire technique et au niveau régional à l'arrivée de la mission dans une région donnée. Cela a créé une dynamique de groupe et a permis une meilleure compréhension du travail à accomplir.

Exécution des missions de collecte d'informations sur le terrain Chaque groupe de travail a mené des missions de collecte des données dans toutes les régions du Mali et dans le District de Bamako dans la période d'août 2003 à décembre 2003. Dans chacune des régions, les groupes de travail ont tenu des rencontres avec les acteurs : producteurs, productrices et leurs

associations, cadres et agents de l'état et de la société civile, etc. dans le cadre de leur mandat respectif.

L'élaboration des rapports .Chaque groupe de travail a élaboré son rapport de synthèse. Ainsi, sept (7) rapports d'étude diagnostiques ont été élaborés. Les sept rapports d'études diagnostiques ont servi à l'élaboration du rapport de Synthèse diagnostique. Ce travail a été réalisé par un groupe de dix (10) membres, composé des présidents et/ou des rapporteurs des groupes d'études diagnostiques.

Ce rapport synthèse, validé en comité de pilotage, a servi de base à l'élaboration du draft de stratégie nationale de formation agricole et rurale. Ce travail a été fait par un groupe de 10 cadres. Ce draft a été passé en atelier de travail pour l'élaboration de la stratégie nationale de formation agricole et rurale

8/ Le dispositif de formation proposé (publics, objectifs, contenus, programmation, moyens, méthodes et outils d'apprentissage, méthodes d'évaluation pédagogique),

8.1/ Les publics.

La politique nationale de formation agricole au Mali permettra de "recentrer le dispositif de formation agricole sur l'ensemble des acteurs du secteur" à savoir:

- producteurs/trices", (chefs d'exploitation, aides familiaux, paysans des organisations professionnelles),
- privés intervenant en amont et en aval de la production, (fabricants d'outils agraires, approvisionnement en intrants, transformation - conditionnement, commercialisation),
- personnels de l'Etat (administration et parapublic),
- secteur privé (ONG, structures à caractère commercial et industriel, etc.).

8.2/ Les objectifs.

- Mettre en place un dispositif de formation agricole touchant le maximum de producteurs/productrices et d'acteurs en amont et en aval de la production agricole
- Assurer la formation initiale
- Assurer la formation agricole continue
- Créer des dispositifs décentralisés de formation agricole
- Assurer le financement de la formation agricole
- Organiser la demande de formation agricole
- Mettre en place un système de suivi-évaluation

8.3/ Le contenu.

- Redéfinir les niveaux et contenus de l'enseignement diplômant
- Recentrer le dispositif sur les producteurs et productrices
- Rééquilibrer les flux sur la base du recentrage précité.
- Organiser l'identification permanente de la demande de formation agricole et rurale
- Créer un dispositif déconcentré de formation agricole.
- Mettre en place un ensemble de mesures favorables à la motivation et la promotion des enseignants et des formateurs

- Favoriser l'instauration de relations institutionnelles synergiques
- Assurer le financement de la formation agricole et rurale
- Assurer un suivi/évaluation permanent du dispositif rénové.

8.4/ Le plan de mise en œuvre de la SNFAR.

Des études seront menées dans le cadre de la recherche des éléments pour l'élaboration du programme d'implantation. Ces études concernent; et seront menées ou dirigées par les cadres impliqués dans le processus d'élaboration de la SNFAR.

9/ Les problèmes rencontrés.

Au démarrage, des problèmes ont été rencontrés notamment quand il s'est agi d'assurer le déplacement des membres des groupes de travail lors de l'étude diagnostique. Il faut aussi souligner que des départs de certains de ses membres des groupes de travail (groupe de synthèse des rapports diagnostics, groupe d'élaboration de la stratégie de formation) avant la fin des travaux. Ce qui a légèrement pesé sur la conduite correcte des activités.

10/ Les outils d'apprentissage, méthodes d'évaluation pédagogiques.

Pour mener à bien le processus, le comité de pilotage a été utilisé comme un outil de travail et d'évaluation. C'est au cours des premières sessions du comité que le travail a été organisé sur le plan matériel et financier, sur le plan des ressources humaines et de l'organisation générale. Après chaque étape d'évolution, une session du comité a été tenue pour valider les résultats obtenus. Bref, le comité de pilotage est toujours sollicité pour donner son approbation sur un résultat obtenu ou une activité à mener ou les rejeter quand cela s'impose.

11/ L'évaluation.

Un programme de suivi/évaluation a été annexé au document de stratégie nationale de formation agricole et rurale. Ce programme prévoit (i) une évaluation interne des Indicateurs de réalisation tous les ans (ii) une évaluation d'impact tous les cinq (5) ans.